

Rapport d'Orientations Budgétaires 2019

Malgré le gel de la baisse des dotations, traduit par un « pacte de confiance », ce débat d'orientation budgétaire 2019 s'inscrit dans un contexte général qui contraint toujours autant les collectivités territoriales avec 13 milliards d'économie attendue d'ici 2022, la suppression partielle de la taxe d'habitation mais aussi le souci de l'Etat de contractualiser la réduction des dépenses avec les collectivités territoriales.

Une « règle d'or renforcée » est également introduite dans le Code Général des Collectivités Territoriales, calée sur l'idée d'un « ratio de bonne gestion » visant les capacités de désendettement des communes alors même que l'Etat poursuit son désengagement sans compensation pour les collectivités territoriales.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement alliée à un investissement limité et un désendettement engagé sont la réponse à ce « ratio de bonne gestion » pour maintenir notre équilibre budgétaire et préserver nos marges de manœuvre dans un souci d'offrir un service public de qualité.

Le ROB constitue vous le savez, la première étape du cycle budgétaire et contient différentes informations pouvant servir de base de discussion.

Environnement macro-économique

Pour **2019**, la prévision de croissance est de 1,7 % (croissance égale à celle de 2018).

Le poids de la dépense publique devrait atteindre 54 % du PIB en 2019.

Le déficit public devrait atteindre 2,8 % du PIB.

Quant à **l'inflation**, elle s'élèverait à 1,7 % en 2019 (contre 1,8 % cette année).

Le projet de Loi de Finances 2019

En attente du vote du texte définitif, fin décembre, la principale mesure concernant les concours financiers de l'Etat aux collectivités locales est la suivante :

Les concours financiers de l'État aux collectivités sont stables par rapport à la loi de finances initiale pour 2018, enregistrant une très légère hausse, pour atteindre 48,2 milliards d'euros.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est maintenue à hauteur de 26,9 milliards d'euros, avec un renforcement de la péréquation entre collectivités du bloc local (Dotation de Solidarité Urbaine et Dotation de Solidarité Rurale)

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

ANNÉE	2016	2017	Prév 2018	Prév 2019	Prév 2020
Produits de fonctionnement	22 636 239 €	23 489 817 €	22 856 000 €	22 753 000 €	22 776 000 €
70 - Produits des services	1 825 094 €	1 745 922 €	2 170 000 €	2 027 000 €	2 030 000 €
73 - Impôts et taxes	11 515 255 €	11 683 242 €	11 510 000 €	11 530 000 €	11 550 000 €
74 - Dotations et participations	9 066 137 €	9 861 981 €	8 980 000 €	9 000 000 €	9 000 000 €
75 - Autres produits	229 753 €	214 615 €	196 000 €	196 000 €	196 000 €
-014 - Atténuation de produits	0	15 943 €	0	0	0

Les recettes de fonctionnement proviennent essentiellement de la **fiscalité directe locale**.

L'évolution des bases et des produits des taxes d'habitation et de Foncier bâti ont progressé en 2017 et en 2018 ainsi qu'il suit :

	<u>2017</u>		<u>2018</u>
<u>Taxe d'habitation</u>			
▪ (bases réelles)	20 295 770 ⁽¹⁾	Bases estimée	20 496 000 (+0,99 %) ⁽¹⁾
▪ (produits) (taux 19,9 %)	4 038 858	Produits estimés	4 078 704 (+0,99 %)
<u>Foncier bâti</u>			
▪ (bases réelles)	16 666 652 ⁽²⁾	Bases estimées	16 803 000 (+0,82 %) ⁽²⁾
▪ (produits) (taux 35,22 %)	5 870 094	Produits estimés	5 918 017 (+0,82 %)

⁽¹⁾ Les bases de Taxe d'Habitation sont minorées en 2017 et 2018 du fait de l'exonération prévue à l'article 1414 du Code général des Impôts pour les personnes âgées ayant un faible revenu.

⁽²⁾ Les bases de Foncier Bâti en 2017 et 2018 prennent en compte les exonérations accordées aux bailleurs sociaux dans le cadre du Contrat de Ville.

Compte tenu de notre volonté de ne pas augmenter les taux d'imposition l'an prochain, les produits attendus peuvent être estimés respectivement à :

■ <u>Taxe d'Habitation</u> (19,90 %)	4 100 000 €	(+ 0,52 %)
■ <u>Taxe Foncière bâtie</u> (35,22 %)	5 950 000 €	(+ 0,54 %)
■ <u>Taxe Foncière non bâtie</u> (43,02 %)	<u>8 000 €</u>	(- 0,53 %)
Soit	10 058 000 €	(+ 0,53 %)

Le gouvernement souhaite dispenser 80 % des ménages du paiement de la taxe d'habitation. Dès 2018 un dégrèvement progressif sur 3 ans est instauré sous condition de ressources. Les ménages remplissant les conditions de ressources bénéficieront d'un abattement de 30 % de leur cotisation de T.H. en 2018, puis de 65 % sur celle de 2019, avec pour objectif d'atteindre les 100 % en 2020.

L'Etat prendra en charge l'intégralité des dégrèvements dans la limite des taux et abattements en vigueur pour les impositions de 2017. A terme, le gouvernement a pour objectif une refonte plus globale de la fiscalité locale.

A ces produits, il convient d'ajouter **les compensations fiscales** allouées par l'Etat au titre des autres exonérations et dégrèvements. Ces compensations sont des variables d'ajustement au sein de l'enveloppe en faveur des collectivités territoriales. Les montants sont estimés à **150 000 €** pour la taxe Foncière et **750 000 €** pour la taxe d'habitation.

Globalement, le produit des contributions directes s'élèverait à **10 958 000 €** (+ 0,29 %).

Les Dotations de l'Etat

La D.G.F. (Dotation Globale de fonctionnement) est la plus importante d'entre elles. Celle-ci serait reconduite pour un montant de **4 382 000 €**.

La DSU (Dotation de Solidarité Urbaine)

Montargis figurant toujours parmi les plus de 250 communes de plus de 10 000 habitants dont le potentiel financier est inférieur à la moyenne de la strate, devrait bénéficier d'une progression de la dotation. Elle peut être estimée à **2 256 000 €** (soit + 3,96 % contre + 5,33 % en 2018). Pour mémoire, le potentiel financier par habitant de la commune s'élève à 1 153 € contre 1 176 € pour la strate et le revenu par habitant 11 534 € contre 14 972 €.

La DSR (Dotation de Solidarité Rurale) au titre de bourg-centre serait supérieure à la DSR perçue en 2018 : **287 000 €** (+ 2,40 %).

Enfin, la **Dotation Nationale de péréquation** : **69 000 €** (- 10,26 %).

Pour ce qui concerne **les attributions** versées **par l'AME**, celles-ci devraient s'établir ainsi :

Le FPIC (Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales)
 Pour 2019, le FPIC serait reconduit à **250 600 €**

La DSC (dotation de solidarité communautaire) est estimée à **330 000 €**

L'attribution de compensation serait reconduite : **283 800 €**

Soit un total de **864 400 €**

L'ensemble de ces produits fiscaux, dotations de l'Etat et de l'AME atteindrait **18 816 400 €** contre 18 716 719 € en 2018 (+ 0,53 %).

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

ANNÉE	2016	2017	Prév 2018	Prév 2019	Prév 2020
Charges de fonctionnement	22 123 290 €	19 684 076 €	19 502 300 €	18 962 300 €	19 167 000 €
011 - Charges à caractère général	8 745 606 €	6 314 095 €	6 275 000 €	5 835 000 €	5 893 000 €
012 - Charges de personnel	11 718 852 €	11 703 119 €	11 540 300 €	11 053 300 €	11 000 000 €
65 - Autres charges de gestion	1 760 192 €	1 756 442 €	1 750 000 €	2 124 000 €	2 324 000 €
-013 - Atténuation de charges	101 360 €	89 580 €	63 000 €	50 000 €	50 000 €

LA CAF BRUTE ET LA CAF NETTE

ANNÉE	2016	2017	Prév 2018	Prév 2019	Prév 2020
Excédent Brut de Fonctionnement	512 949 €	3 805 741 €	3 353 700 €	3 790 700 €	3 609 000 €
77 - Produits exceptionnels	3 683 702 €	174 700 €	260 000 €	60 000 €	60 000 €
-66 - Charges financières	503 861 €	458 692 €	450 000 €	450 000 €	450 000 €
-67 - Charges exceptionnelles	208 567 €	29 822 €	673 000 €	20 000 €	20 000 €
Capacité d'Autofinancement Brute	3 484 223 €	3 491 927 €	2 490 700 €	3 380 700 €	3 199 000 €
- Remboursement en capital de la dette	2 611 848 €	2 451 793 €	2 383 470 €	2 326 000 €	2 092 000 €
Capacité d'Autofinancement Nette	872 375 €	1 040 134 €	107 230 €	1 054 700 €	1 107 000 €

En 2018 une charge exceptionnelle d'un montant de 654 000 € correspond à une régularisation d'écriture concernant l'indemnité totale accordée pour le sinistre incendie de l'école de voile. En effet, celle-ci ayant été entièrement détruite, l'indemnité correspond à un prix de cession et doit être imputée en section d'investissement.

LE RATIO DE DÉSENDETTEMENT

ANNÉE	2016	2017	Prév 2018	Prév 2019	Prév 2020
Encours de dette au 31 décembre	24 694 €	24 182 €	22 799 €	21 473 €	20 382 €
CAF BRUTE	3 484 €	3 492 €	2 491 €	3 381 €	3 199 €
Encours de dette / CAF (en nombre d'années)	7,09	6,93	9,15	6,35	6,37

Le Ratio de Désendettement : défini comme le rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute, exprimé en nombre d'années.

Le ratio de désendettement pour l'année 2018 est impacté par la régularisation d'écriture concernant l'indemnité totale accordée pour le sinistre incendie de l'école de voile (654 000 €).

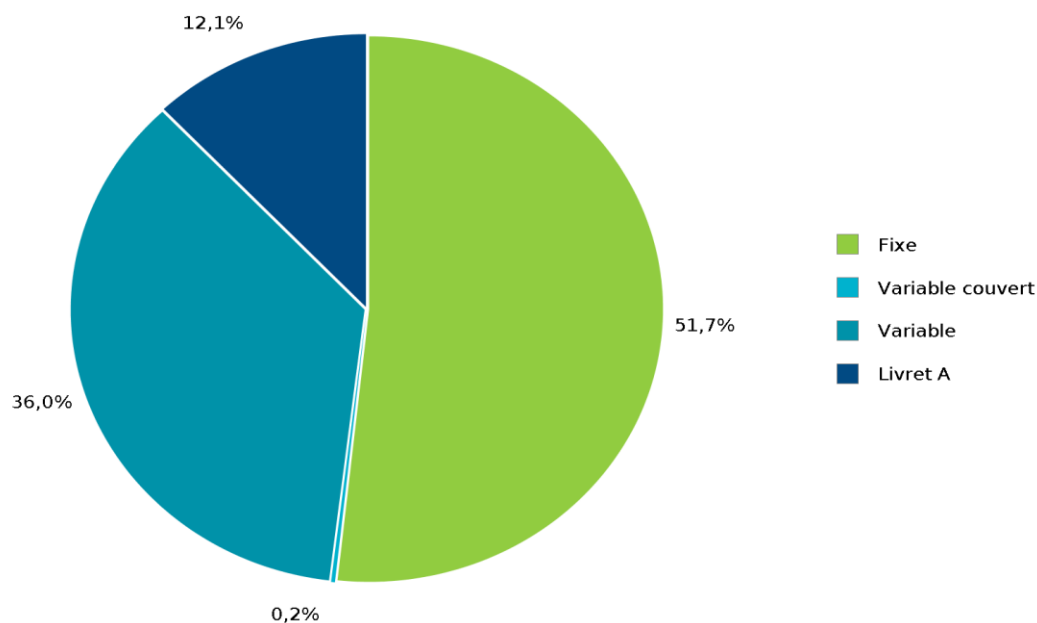
Pour mémoire, le plafond national dans la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 est de 12 ans pour les communes.

LA DETTE

Dettes par type de risque

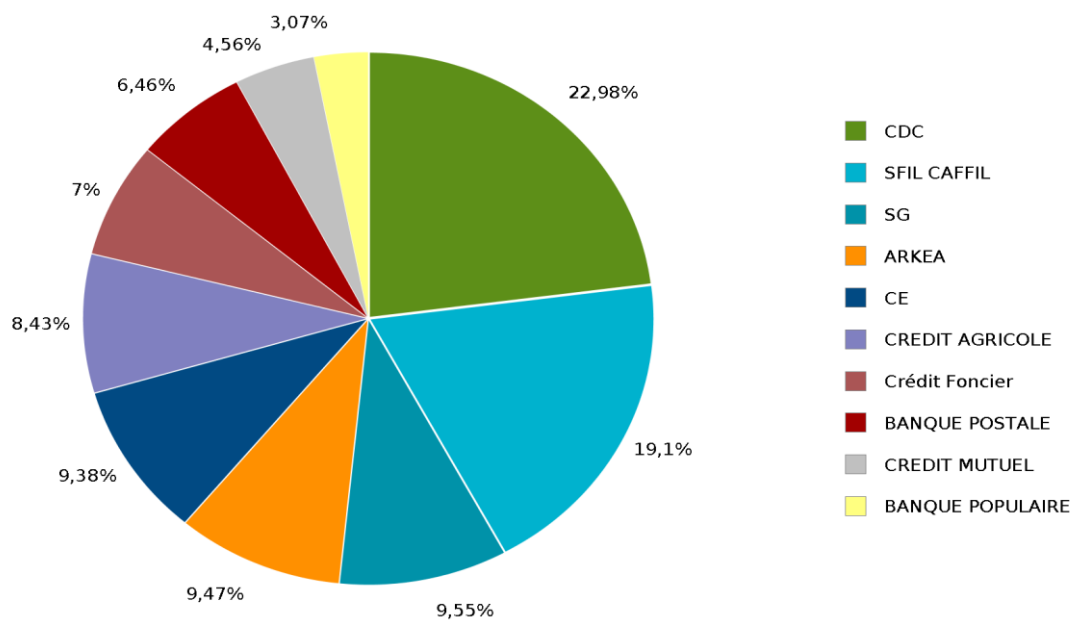
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	12 107 001.82 €	51,71 %	2,95 %
Variable couvert	50 044.04 €	0,21 %	0,79 %
Variable	8 426 039.73 €	35,99 %	0,41 %
Livret A	2 828 138.35 €	12,08 %	1,74 %
Ensemble des risques	23 411 223.94 €	100,00 %	1,89 %

100 % de la dette sont classés en A1, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun emprunt toxique.



Dettes par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	5 378 824.71 €	22,98 %	
SFIL CAFFIL	4 472 235.25 €	19,10 %	
SOCIETE GENERALE	2 236 579.66 €	9,55 %	0.00 €
ARKEA	2 216 492.08 €	9,47 %	
CAISSE D'EPARGNE	2 195 878.23 €	9,38 %	
CREDIT AGRICOLE	1 973 851.61 €	8,43 %	
CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 639 274.90 €	7,00 %	
BANQUE POSTALE	1 512 223.54 €	6,46 %	
CREDIT MUTUEL	1 067 873.27 €	4,56 %	
BANQUE POPULAIRE	717 990.69 €	3,07 %	
Ensemble des prêteurs	23 411 223.94 €	100,00 %	-



PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE

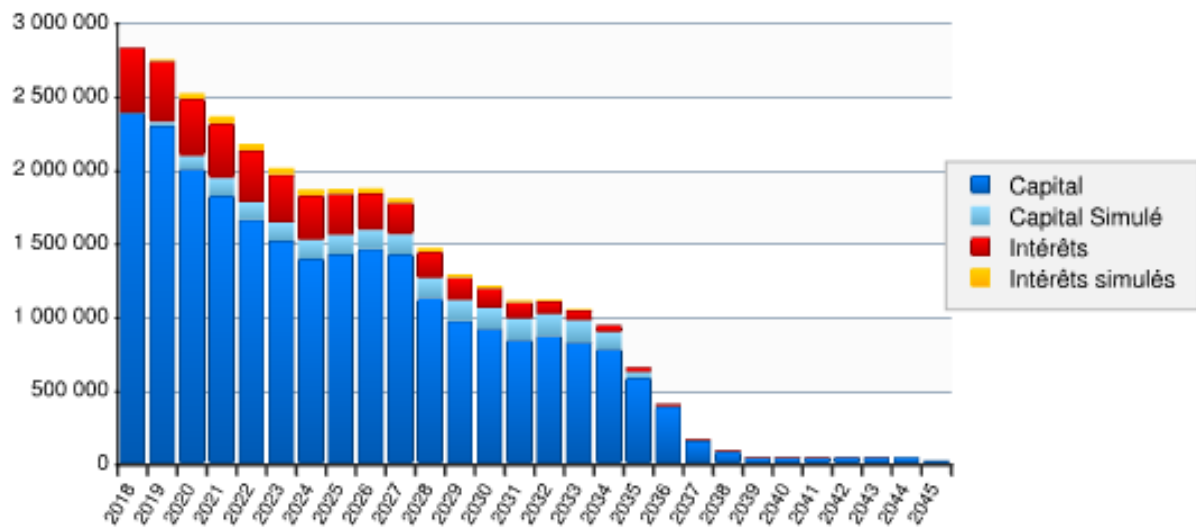
Vous visualisez la dette avec les options suivantes :

Simulation de 2 emprunts :

- un emprunt de 1 000 000 € réalisé le 01/05/2019 sur 15 ans à taux fixe trimestriel de 2,5 %
- un emprunt de 1 000 000 € réalisé le 01/05/2020 sur 15 ans à taux fixe trimestriel de 3 %

[Graphiques clés par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N](#)

Flux de remboursement



Evolution du CRD

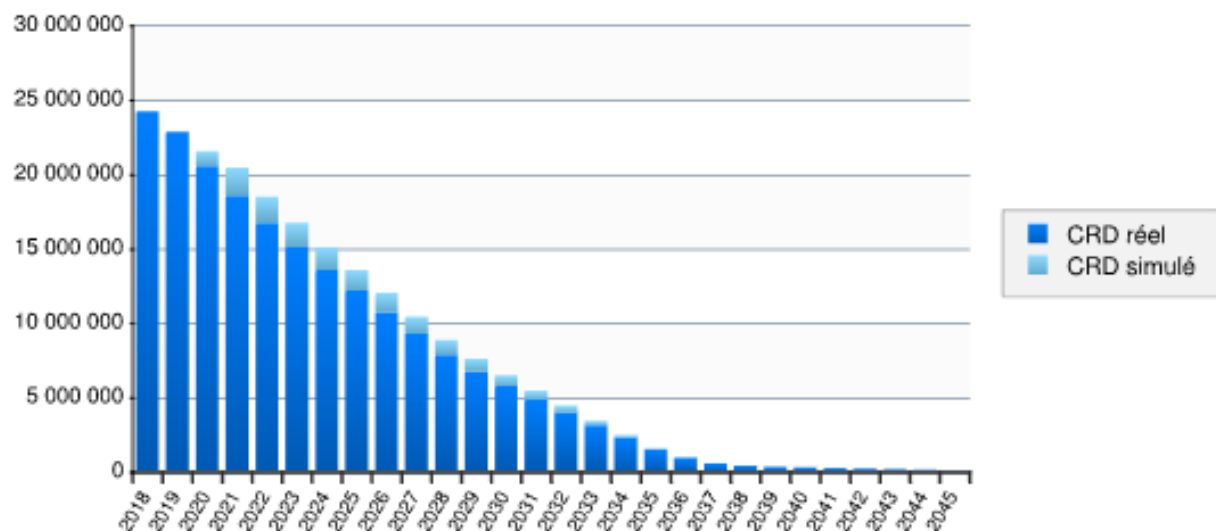



















Tableau du profil d'extinction par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice	
2018	24 181 840.30 €	2 383 468.22 €	* 445 208.91 €	* 2 828 677.13 €	22 798 372.08 €	
2019	22 798 372.08 €	2 325 433.84 €	* 423 434.34 €	* 2 748 868.18 €	21 472 938.24 €	
2020	21 472 938.24 €	2 091 452.55 €	* 426 579.78 €	* 2 518 032.33 €	20 381 485.69 €	
2021	20 381 485.69 €	1 940 252.75 €	* 422 378.25 €	* 2 362 631.00 €	18 441 232.94 €	
2022	18 441 232.94 €	1 778 512.54 €	* 397 656.19 €	* 2 176 168.73 €	16 662 720.40 €	
2023	16 662 720.40 €	1 639 322.60 €	* 369 939.13 €	* 2 009 261.73 €	15 023 397.80 €	
2024	15 023 397.80 €	1 518 849.17 €	* 344 089.01 €	* 1 862 938.18 €	13 504 548.63 €	
2025	13 504 548.63 €	1 554 009.11 €	* 315 717.11 €	* 1 869 726.22 €	11 950 539.52 €	
2026	11 950 539.52 €	1 590 537.38 €	* 282 140.28 €	* 1 872 677.66 €	10 360 002.14 €	
2027	10 360 002.14 €	1 558 411.35 €	* 244 465.33 €	* 1 802 876.68 €	8 801 590.79 €	
2028	8 801 590.79 €	1 260 828.51 €	* 207 358.32 €	* 1 468 186.83 €	7 540 762.28 €	
2029	7 540 762.28 €	1 109 108.29 €	* 179 275.48 €	* 1 288 383.77 €	6 431 653.99 €	
2030	6 431 653.99 €	1 057 460.53 €	* 153 299.72 €	* 1 210 760.25 €	5 374 193.47 €	
2031	5 374 193.47 €	984 325.60 €	* 127 476.24 €	* 1 111 801.84 €	4 389 867.86 €	
2032	4 389 867.86 €	1 013 960.53 €	* 101 629.98 €	* 1 115 590.51 €	3 375 907.33 €	
2033	3 375 907.33 €	973 889.71 €	* 75 245.91 €	* 1 049 135.62 €	2 402 017.62 €	
2034	2 402 017.62 €	891 985.55 €	* 51 809.87 €	* 943 795.42 €	1 510 032.07 €	
2035	1 510 032.07 €	622 064.67 €	* 31 734.89 €	* 653 799.56 €	887 967.40 €	
2036	887 967.40 €	385 925.77 €	* 19 063.25 €	* 404 989.02 €	502 041.63 €	
2037	502 041.63 €	154 249.76 €	* 12 168.55 €	* 166 418.31 €	347 791.87 €	
2038	347 791.87 €	81 334.38 €	* 9 658.82 €	* 90 993.20 €	266 457.49 €	
2039	266 457.49 €	38 750.35 €	* 8 091.69 €	* 46 842.04 €	227 707.14 €	
2040	227 707.14 €	39 570.63 €	* 6 837.53 €	* 46 408.16 €	188 136.51 €	
2041	188 136.51 €	40 408.32 €	* 5 556.84 €	* 45 965.16 €	147 728.19 €	
2042	147 728.19 €	41 263.83 €	* 4 249.01 €	* 45 512.84 €	106 464.36 €	
2043	106 464.36 €	42 137.48 €	* 2 913.52 €	* 45 051.00 €	64 326.88 €	
2044	64 326.88 €	43 029.72 €	* 1 549.73 €	* 44 579.45 €	21 297.16 €	
2045	21 297.16 €	21 297.16 €	* 266.90 €	* 21 564.06 €	0.00 €	
		27 181 840.30 €	* 4 669 794.58 €	* 31 851 634.88 €		

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature de la dépense	2018	2019	2020	2021	2022
Arcades de Lorris		344 088,00 €			
Diagnostic des ponts et passerelles		30 000,00 €			
Divers services		120 000,00 €			
Ecole Génébrier - remplacement des menuiseries + accueil de loisirs		460 000,00 €			
Entretien Voirie		200 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €
Entretien des ponts et passerelles		50 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €
Halle Girodet	350 000,00 €	154 000,00 €			
Etude Belles Manières, Moulin à Tan, place de la République, rue R. Laforge et ruelle Pinon		100 000,00 €	100 000,00 €		
Travaux Belles Manières, Moulin à Tan, République, rue R. Laforge et ruelle Pinon				2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
Eglise Sainte Madeleine	135 600,00 €				
Rue du Faubourg d'Orléans	1 034 754,00 €	100 000,00 €			
Ruelles adjacentes de la rue du Fbg d'Orléans			400 000,00 €	400 000,00 €	
Port de plaisance Saint Roch					
Investissements post inondations		100 000,00 €			
Parking Sainte-Agnès			202 398,00 €		
Passerelle école de Voile	45 000,00 €				
Passerelle rue Dorée		556 800,00 €			
Reconstruction école de Voile	1 120 176,00 €				
Travaux restaurant et école Pasteur		200 000,00 €	800 000,00 €		
Travaux vestiaires stade Champfleuri		328 000,00 €			
Vestiaires stade Béraud - terrain synthétique	360 000,00 €				
Total	3 045 530,00 €	2 742 888,00 €	1 902 398,00 €	2 800 000,00 €	2 400 000,00 €

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature des recettes	2019
Subventions	1 042 888 €
Produit des amendes de police	300 000 €
FCTVA	300 000 €
Emprunt	1 000 000 €
Autofinancement	100 000 €
TOTAL...	2 742 888 €

ÉVOLUTION DU BESOIN DE FINANCEMENT ANNUEL

ANNEE	2016	2017	Prév. 2018	Prév. 2019	Prév. 2020
Emprunts nouveaux	600 000 €	2 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Remboursement de dette	2 611 800 €	2 451 800 €	2 384 000 €	2 326 000 €	2 092 000 €
Besoin de financement	- 2 011 800 €	- 451 800 €	- 1 384 000 €	- 1 326 000 €	- 1 092 000 €

DONNÉES RELATIVES AU PERSONNEL

Evolution des dépenses prévisionnelles et des rémunérations

Maîtrise et stabilité des dépenses avec l'évolution en fonction du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), du déroulement de carrière (avec avancement d'échelon à la durée minimum) des agents et des réformes relatives au statut de la fonction publique territoriale.

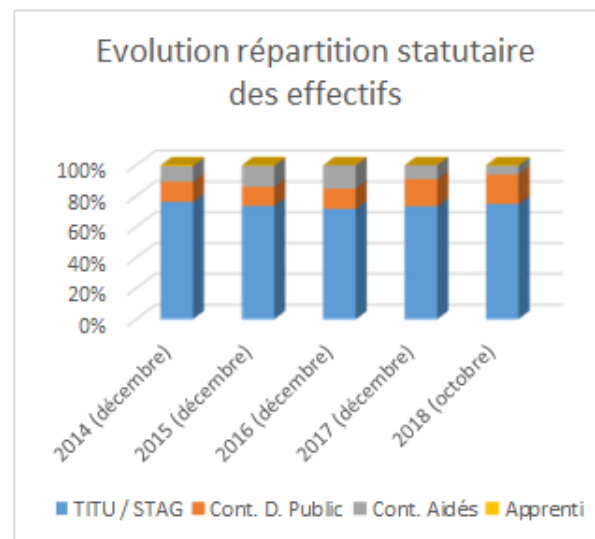
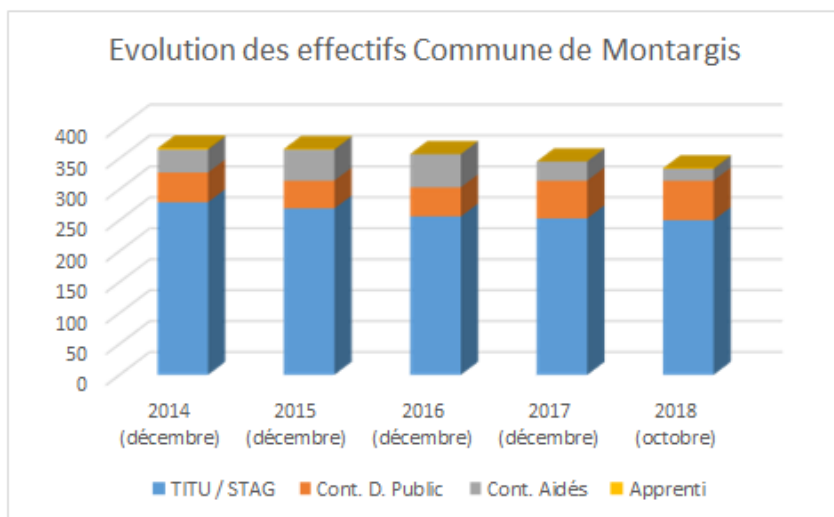
Avantages en nature

Repas des agents pour trois services : foyer E. Cousin - surveillance de cantines et restaurant scolaire

Temps de travail sur la base de 35 h : 37 h avec compensation RTT + agents soumis à différents cycles de travail ou annualisés.

Agents															
Titulaires - Stagiaires											Cont. D. Public	Cont. Aidés	Apprenti	TOTAL AGENTS	TOTAL AGENTS EN ETP
Catégorie A			Catégorie B			Catégorie C			TOTAL TITU / STAG						
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total						
oct-18	13	4	17	19	17	36	124	73	197	250	64	19	1	334	302,05
déc-17	14	4	18	22	20	42	119	74	193	253	61	31	0	345	313,57
déc-16	12	3	15	25	22	47	127	67	194	256	47	54	0	357	328,5
déc-15	11	2	13	23	25	48	137	71	208	269	45	50	1	365	336,59
déc-14	10	2	12	22	27	49	147	71	218	279	48	37	2	366	338,64
2001	8	4	12	17	21	38	145	108	253	303	104	0	0	381	367,575

	TITU / STAG	Cont. D. Public	Cont. Aidés	Apprenti	TOTAL AGENTS	TOTAL AGENTS EN ETP
2014 (décembre)	279	48	37	2	366	338,64
2015 (décembre)	269	45	50	1	365	336,59
2016 (décembre)	256	47	54	0	357	328,5
2017 (décembre)	253	61	31	0	345	313,57
2018 (octobre)	250	64	19	1	334	302,05



NBI		
	Agents concernés	Coût
2014	53	42 175,08 €
2015	52	40 977,53 €
2016	71	55 647,81 €
2017	77	53 326,85 €
oct-18	70	4 319,12 €
	soit sur 12 mois	51 829,44 €

Salaires bruts + charges patronales		
	Coût annuel	Moyenne mensuelle
2014	11 979 854,77 €	998 321,23 €
2015	11 830 579,55 €	985 881,63 €
2016	11 718 852,00 €	976 571,00 €
2017	11 703 119,00 €	975 259,92 €
<i>au 31/10/2018</i>	9 594 124,83 €	959 412,48 €

Régime Indemnitaires		
	Coût annuel	Coût mensuel
2014	506 499,29 €	42 208,27 €
2015	491 256,97 €	40 938,08 €
2016	478 721,56 €	39 893,46 €
2017	484 625,95 €	40 385,50 €
oct-18		40 999,78 €
	491 997,36 €	sur 12 mois

Heures supplémentaires		
	Nombre H.S.	Coût
2014	1690,5	33 995,06 €
2015	1582,5	32 962,32 €
2016	2336	46 027,85 €
2017	2431,75	51 037,53 €

